

Extrait du
Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Identifiant juridique : BOI-ENR-DMTG-20-10-30-12/09/2012

Date de publication : 12/09/2012

ENR - Mutations à titre gratuit – Donations - Conditions d'exigibilité du droit de donation – Territorialité et conventions internationales

Positionnement du document dans le plan :

ENR - Enregistrement

Mutations à titre gratuit de meubles ou d'immeubles

Titre 2 : Donations

Chapitre 1 : Conditions d'exigibilité du droit de donation

Section 3 : Territorialité et conventions internationales

1

Les donations sont imposables en France lorsque le donateur est domicilié en France. Elles sont imposables sans qu'il y ait à distinguer selon que l'acte est passé en France ou à l'étranger et quelle que soit la nature mobilière ou immobilière des biens transmis.

Lorsque le donateur n'est pas domicilié en France, seules sont imposables en France les transmissions à titre gratuit de biens français, détenus directement ou indirectement ([code général des impôts \(CGI\), art. 750 ter](#)), même opérées par actes passés à l'étranger.

Ces dispositions ne s'appliquent que sous réserve des conventions conclues entre la France et divers pays étrangers.

Les règles de territorialité applicables aux mutations à titre gratuit font l'objet de commentaires détaillés au [BOI-ENR-DMTG-10-10-30](#).

10

Les actes passés à l'étranger constatant des donations de biens imposables en vertu des dispositions de l'[article 750 ter du CGI](#) devraient, en droit strict, être présentés à la formalité dans le délai de droit commun d'un mois de leur date au service des impôts des entreprises du domicile du donateur si celui-ci est domicilié en France, ou, dans le cas contraire, au service de la DRESG (Direction des Résidents à l'Etranger et des Services Généraux) ou au service des impôts de Menton pour les personnes résidant à Monaco. Toutefois, en raison des difficultés que les parties peuvent rencontrer

pour respecter ce délai, le ministre a décidé de le porter à trois mois.

Lorsque l'acte est rédigé dans une langue étrangère, il est accompagné d'une traduction en langue française, certifiée par un traducteur-juré. La mention d'enregistrement et la quittance des droits sont apposées sur la traduction et une mention analogue est apposée par duplicata sur l'original.